

Session 2021-2022

Documents du Parlement. — *Projet de décret, n° 387-1.* — *Rapport de commission, n° 387-2.* — *Texte adopté en séance plénière, n° 387-3*

Compte rendu intégral. — *Discussion et adoption.* — *Séance du 8 juin 2022.*

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/21035]

9 JUNI 2022. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. – Er wordt ingestemd met het samenwerkingsakkoord tot wijziging van het kaderakkoord tot samenwerking van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 9 juni 2022.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 387-1. — *Verslag van de commissie, nr. 387-2.* — *Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 387-3.*

Integraal verslag. — *Bespreking en aanneming.* — *Vergadering van 8 juni 2022.*

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE,
COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ET MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/21032]

Accord de coopération modifiant l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 5, § 1er, I et II, et 92bis, § 1^{er} ;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, article 13 ;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, article 13 ;

Vu le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, article 13 ;

Considérant que plus de sept ans après l'entrée en vigueur l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, les Gouvernements de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région wallonne ainsi que le Collège de la Commission communautaire francophone ont décidé de procéder à l'évaluation dudit accord de coopération ;

Considérant que la déclaration de politique communautaire et la déclaration de politique régionale wallonne consacrent par ailleurs que « les modalités de fonctionnement de l'organe de concertation créé dans le cadre de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra francophone en matière de santé et d'aide aux personnes seront simplifiées pour plus d'efficacité. » ;

Considérant que cet accord de coopération résulte de l'article 13 du décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant qu'il ressort de cette évaluation que la structure de concertation intra-francophone mise en place implique une lourdeur administrative conséquente qui a notamment empêché de réagir dans l'urgence souhaitée dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant qu'au-delà de la concertation intra-francophone prévue par cet accord de coopération, de nombreux textes ont été concertés entre les entités fédérées compétentes et l'Autorité fédérale notamment au travers du Comité de concertation ou de la Conférence interministérielle Santé publique. L'accord de coopération modificatif prévoit dorénavant que tout texte ayant fait l'objet d'une approbation dans le cadre d'un organe de concertation institué ne doit pas être soumis à la concertation intra-francophone ;

Considérant que l'organe de concertation institué auprès du Comité ministériel est composé de représentants des partenaires associés à la gestion des compétences en matière de soins de santé et d'aide aux personnes au sein des parties. Il s'avère que ces représentants sont déjà consultés dans le cadre des différentes procédures d'avis des Gouvernements communautaire et wallon et du Collège de la COCOF. L'accord de coopération modificatif prévoit dès lors qu'il revient au Comité ministériel de décider du renvoi d'un texte soumis à la concertation intra-francophone vers l'organe de concertation ;

Considérant que les délais de la concertation intra-francophone ont posé problème dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire mais cela a également été vrai pour d'autres décrets ou arrêtés. C'est ainsi qu'une première modification de l'accord de coopération du 27 février 2014 a été approuvée par les Parlements et Assemblée afin d'introduire une procédure d'extrême urgence pour tout texte visant spécifiquement la lutte contre le COVID 19. Dans un souci de simplification administrative, le présent accord de coopération modificatif prévoit que la consultation de l'organe de concertation ne se fera plus qu'à la demande du comité ministériel, une réduction des délais pour la remise des avis dans le cadre de la procédure ordinaire et d'urgence ainsi qu'une simple procédure d'information pour les dossiers dont l'urgence serait dûment motivée ou lorsqu'ils visent la gestion d'une crise révélant un risque majeur pour la santé humaine. Concernant les propositions de décret, le Comité ministériel pourra dorénavant être saisi lorsqu'un tiers au moins des membres de l'assemblée intéressée en font la demande ;

Considérant l'existence d'autres cénacles de concertation tels que le Comité de concertation ou les Conférences interministérielles ;

Considérant la nécessité de simplifier les procédures de la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aides aux personnes, notamment au regard de la crise sanitaire du COVID-19,

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, Pierre-Yves Jeholet,

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne du Ministre-Président, Elio Di Rupo,

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de la Présidente, Barbara Trachte,

ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières, les mots « et deux vice-présidents » sont remplacés par les mots « pour une période de deux ans selon le principe d'une présidence tournante ».

Art. 2. L'article 5 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le comité ministériel a pour mission d'organiser, dans le cadre des procédures visées aux sections 1^{re} et 2 du chapitre 5, la concertation entre les parties, préalablement à l'adoption, par l'une d'entre elles, de tout décret ou arrêté réglementaire en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes.

Chaque partie informe le comité ministériel de toute concertation sociale dans le secteur non-marchand en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes qu'elle compte entamer.

Le Parlement de la Communauté française, le Parlement de Wallonie et l'Assemblée de la Commission communautaire française peuvent également solliciter l'avis du comité ministériel sur une proposition de décret en matière de soins de santé et d'aide aux personnes dont ils ont à connaître, lorsqu'un tiers au moins des membres de l'assemblée intéressée en font la demande selon le mode déterminé par le règlement.

Le comité ministériel a pour mission d'organiser, dans le cadre de la procédure visée à la section 3 du chapitre 5, la concertation entre les parties lorsqu'une procédure en conflit d'intérêts, au sens de l'article 143, §1^{er} de la Constitution et du chapitre II de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, est appliquée à l'initiative d'une d'entre elles et concerne les matières des soins de santé ou de l'aide aux personnes.

Les concertations visées aux alinéas 1^{er} et 4 s'opèrent, en toute loyauté, dans le respect des principes énoncés au chapitre 2. ».

Art. 3. L'article 6 du même accord de coopération est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 7 du même accord de coopération, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 5. L'article 9 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. §1^{er}. L'organe de concertation a pour mission d'émettre, à la demande d'un ministre désigné au sein du comité ministériel, des avis ou des recommandations en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, fondés notamment sur les principes énoncés au chapitre 2.

§2. Dans le cadre des procédures visées aux sections 1^{re} et 2 du chapitre 5, il émet une recommandation ou un avis préalablement à l'adoption d'un décret ou d'un arrêté réglementaire en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes dont il est saisi.

§3. Dans le cadre de la procédure visée à la section 3 du chapitre 5, il émet une recommandation ou un avis sur l'objet de la procédure en conflit d'intérêts dont il est saisi. ».

Art. 6. Dans l'article 10 du même accord de coopération, les mots « de manière régulière » sont remplacés par « à la demande du Comité ministériel ».

Art. 7. L'article 12 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 12. §1^{er}. Le Gouvernement ou le Collège de la partie concernée transmet au comité ministériel tout avant-projet de décret ou projet d'arrêté réglementaire en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes.

Le président de l'assemblée législative de la partie concernée peut transmettre au comité ministériel toute proposition de décret en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes.

§2. Le Gouvernement ou le Collège de la partie concernée transmet au comité ministériel selon la procédure d'information définie à l'article 5, alinéa 2 tout projet qui relève de la concertation sociale dans le secteur non-marchand en matière de soins de santé ou d'aide aux personnes, à laquelle sont associés les partenaires représentés dans l'organe de concertation.

§3. En dérogation aux §§ 1^{er} et 2, tout texte ayant fait l'objet d'une approbation dans le cadre d'un organe de concertation institué ne doit pas être transmis au comité ministériel. ».

Art. 8. L'article 13 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 13. Lorsque l'organe de concertation n'est pas sollicité tel que prévu à l'alinéa 2, le comité ministériel dispose d'un délai de dix jours pour se concerter sur l'avant-projet ou la proposition de décret ou le projet d'arrêté réglementaire, qui lui est soumis.

À la demande d'un ministre désigné au sein du comité ministériel, l'organe de concertation peut être sollicité sur l'avant-projet ou la proposition de décret ou le projet d'arrêté réglementaire qui lui est soumis. L'organe de concertation dispose d'un délai de quinze jours pour émettre une recommandation ou un avis à destination du comité ministériel qui commence à courir à dater de la demande du comité ministériel.

Lorsque l'organe de concertation est sollicité tel que prévu à l'alinéa 2, le comité ministériel dispose d'un délai de sept jours pour se concerter sur base de la recommandation ou de l'avis de l'organe de concertation qui prend cours à dater de la transmission de l'avis ou de la recommandation de l'organe de concertation ou, le cas échéant, de l'expiration du délai de quinze jours visé à l'alinéa 2, lorsque l'organe de concertation ne manifeste pas le souhait d'émettre une recommandation ou un avis.

Le comité ministériel peut décider au consensus d'allonger le délai prévu à l'alinéa 1^{er}.

A défaut d'avis remis endéans les délais visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, la formalité est considérée comme accomplie. ».

Art. 9. L'article 14 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Si l'avant-projet ou la proposition de décret ou le projet d'arrêté réglementaire soumis à concertation est estimé urgent par la partie concernée, celle-ci motive spécialement l'urgence et saisit le comité ministériel conformément à l'article 12.

L'urgence est présumée reconnue, sauf contestation par les deux autres parties.

Lorsque l'urgence est contestée, la procédure de concertation visée à l'article 13 s'applique.

Lorsque l'urgence est présumée reconnue, la procédure de concertation visée à l'article 15 s'applique. ».

Art. 10. L'article 15 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Lorsqu'il est saisi en vertu de l'article 14 et que l'organe de concertation n'est pas sollicité tel que prévu à l'alinéa 2 le comité ministériel dispose d'un délai de cinq jours pour se concerter sur l'avant-projet ou la proposition de décret ou le projet d'arrêté réglementaire qui lui est soumis.

À la demande d'un ministre désigné au sein du comité ministériel, l'organe de concertation peut être sollicité sur l'avant-projet ou la proposition de décret ou le projet d'arrêté réglementaire qui lui est soumis. L'organe de concertation dispose d'un délai de sept jours pour émettre une recommandation ou un avis à destination du comité ministériel qui commence à courir à dater de la demande du comité ministériel.

Lorsque l'organe de concertation est sollicité tel que prévu à l'alinéa 2, le comité ministériel dispose de trois jours pour se concerter sur base de la recommandation ou de l'avis de l'organe de concertation. Si l'organe de concertation transmet sa recommandation ou son avis hors délais, le comité ministériel n'en tient pas compte.

Le délai visé à l'alinéa 3 prend cours à dater de la transmission de l'avis ou de la recommandation de l'organe de concertation ou, le cas échéant, de l'expiration du délai de sept jours visé à l'alinéa 2, lorsque l'organe de concertation ne manifeste pas le souhait d'émettre une recommandation ou un avis.

Le comité ministériel peut décider au consensus d'allonger le délai prévu à l'alinéa 1^{er}.

A défaut d'avis remis endéans les délais visés aux alinéas 1^{er}, 2 et 3, la formalité est considérée comme accomplie. ».

Art. 11. Dans le même accord de coopération, l'intitulé de la section 2/1, tel qu'inséré par l'article 1^{er} de l'accord de coopération du 25 février 2021, est remplacée par ce qui suit : « De la procédure d'information ».

Art. 12. L'article 15/1 du même accord de coopération, tel qu'inséré par l'article 2 de l'accord de coopération du 25 février 2021, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15/1. Si l'avant-projet de décret ou le projet d'arrêté réglementaire soumis à concertation vise spécifiquement une situation d'extrême urgence dûment motivée -ou de gestion d'une crise révélant un risque majeur pour la santé humaine ou un texte ayant fait l'objet d'une approbation dans le cadre d'un organe de concertation institué, celui-ci est uniquement transmis pour information à l'organe de concertation et au comité ministériel. »

Art. 13. L'article 16 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. Lorsqu'une procédure en conflit d'intérêts au sens de l'article 143, §1^{er}, de la Constitution et du chapitre II de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980 est appliquée à l'initiative d'une des parties et concerne les matières des soins de santé ou de l'aide aux personnes, le président de son assemblée législative, son Gouvernement ou son Collège saisit le comité ministériel selon les procédures définies au chapitre V.

Le comité ministériel peut saisir l'organe de concertation selon les procédures définies au chapitre V. ».

Art. 14. Dans l'article 17 du même accord de coopération, l'alinéa 3 est abrogé.

Art. 15. Dans le même accord de coopération, l'intitulé du chapitre VII est remplacée par ce qui suit : « Le secrétariat ».

Art. 16. L'article 18 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Le comité ministériel et l'organe de concertation sont assistés par un secrétariat institué par les parties, dont les modalités de fonctionnement sont définies dans le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 7.

Le secrétariat est composé d'agents désignés par les services administratifs des parties. ».

Art. 17. L'article 19 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

« Art. 19. Le secrétariat a pour mission :

1° d'assurer le secrétariat du comité ministériel et de l'organe de concertation ;

2° de préparer les réunions de l'organe de concertation et du comité ministériel. ».

Bruxelles, le 21 avril 2022 en autant d'exemplaires qu'il y a de parties contractantes, en langue française.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Pour le Gouvernement wallon :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Pour le La Commission communautaire française :

La Présidente du Collège,

B. TRACHTE

—————
VERTALING

**WAALSE OVERHEIDSDIENST,
FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2022/21032]

Samenwerkingsakkoord tot wijziging van het kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993, inzonderheid op de artikelen 5, § 1, I en II, en 92*bis*, § 1;

Gelet op het bijzonder decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het bijzonder decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, inzonderheid op artikel 13;

Gelet op het decreet van het Waals Gewest van 11 juli 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt, inzonderheid op artikel 13 ;

Overwegende dat de Regering van de "Fédération Wallonie-Bruxelles" en van het Waals Gewest, evenals het College van de Franse Gemeenschapscommissie, meer dan zeven jaar na de inwerkingtreding van het kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn, besloten hebben tot de beoordeling van genoemd samenwerkingsakkoord;

Overwegende dat de beleidsverklaringen van de Franse Gemeenschap en van het Waals Gewest overigens de nadere werkingsregels voor het overlegorgaan, opgericht in het kader van het Kaderakkoord van 27 februari 2014 tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen voor meer doeltreffendheid vereenvoudigd zullen worden; » ;

Overwegende dat bedoeld samenwerkingsakkoord voortvloeit uit artikel 13 van het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Overwegende dat uit deze beoordeling blijkt dat de ingevoerde inter-Franstalige overlegstructuur een aanzienlijke administratieve overlast betekent, waardoor een spoedig geachte reactie in het kader van het beheer van de gezondheids crisis in verband met COVID-19 verhinderd werd;

Overwegende dat er, bovenop het inter-Franstalig overleg bepaald bij genoemd samenwerkingsakkoord, over talrijke teksten overleg is gepleegd tussen de bevoegde deelgebieden en de federale overheid, met name via het Overlegcomité of de Interministeriële Conferentie Volksgezondheid. Het wijzigend samenwerkingsakkoord voorziet voortaan dat elke tekst die het voorwerp heeft uitgemaakt van een goedkeuring in het kader van een ingesteld overlegorgaan niet meer voorgelegd dient te worden aan inter-Franstalig overleg;

Overwegende dat het overlegorgaan, ingesteld bij het Ministerieel comité, samengesteld is uit vertegenwoordigers van de partners betrokken bij het beheer van de bevoegdheden inzake gezondheidszorg en bijstand aan de personen binnen de partijen. Daarbij blijkt nu dat deze vertegenwoordigers in het kader van de verschillende adviesverlenende procedures van de Gemeenschapsregering en de Waalse Regering en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie reeds geraadpleegd zijn. Het wijzigend samenwerkingsakkoord voorziet bijgevolg dat het ministerieel comité moet beslissen over de verwijzing van een tekst die aan het inter-Franstalig overleg is onderworpen, naar het overlegorgaan;

Overwegende dat de termijnen van het inter-Franstalig overleg een probleem hebben gesteld in het kader van het beheer van de gezondheids crisis, maar dat dit ook het geval is geweest voor andere decreten of besluiten. Dienovereenkomstig werd een eerste wijziging van het samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 door de Parlementen en de Vergadering goedgekeurd om een procedure van uiterste hoogdringendheid in te voeren voor iedere tekst die specifiek de bestrijding van COVID-19 beoogt. Met oog voor administratieve vereenvoudiging voorziet dit samenwerkingsakkoord dat de raadpleging van het overlegorgaan enkel nog op vraag van het ministerieel comité door zal gaan, een inkorting van de termijnen voor het indienen van de adviezen in het kader van de gewone en

spoedeisende procedure, evenals een eenvoudige informatieprocedure voor de dossiers waarvan de hoogdringendheid behoorlijk gemotiveerd zou worden of wanneer zij het beheer beogen van een crisis die een hoog risico voor de menselijke gezondheid inhoudt. Voortaan zullen de voorstellen tot decreet bij het ministerieel comité aanhangig kunnen worden gemaakt wanneer minstens één derde van de leden van de betrokken vergadering daarom verzoeken;

Gelet op het bestaan van andere overlegfora zoals het Overlegcomité of de ministeriële conferenties;

Gelet op de noodzaak tot vereenvoudiging van de procedures in het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan de personen, met name ten opzichte van de gezondheidscrisis COVID-19.

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President, Pierre-Yves Jeholet,

Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering, in de persoon van de Minister-President, Elio Di Rupo,

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van de voorzitter, Barbara Trachte,

Komen het volgende overeen :

Artikel 1. In artikel 4 van het Kaderakkoord tot samenwerking tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het inter-Franstalig overleg inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende gemeenschappelijke principes die op deze laatste van toepassing zijn worden de woorden “en twee ondervoorzitters” vervangen door de woorden “voor een periode van twee jaar volgens het principe van een alternerend voorzitterschap”.

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. Het ministerieel comité heeft als opdracht om in het kader van de procedures bedoeld in de afdelingen 1 en 2 van hoofdstuk 5, het overleg tussen de partijen te organiseren, vóór de aanneming, door één van hen, van een decreet of regelgevend besluit inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen.

Elke partij licht het ministerieel comité in over elk sociaal overleg in de niet-commerciële sector inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen die zij overweegt in te leiden.

Het Parlement van de Franse Gemeenschap, het Parlement van Wallonië en de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie kunnen eveneens het advies van het ministerieel comité inwinnen over een voorstel tot decreet inzake gezondheid en bijstand aan personen waarvan zij kennis moeten nemen, wanneer minstens één derde van de leden van de betrokken vergadering daar volgens de wijze, bepaald bij het reglement, om verzoekt.

Het ministerieel comité heeft als opdracht om in het kader van de procedure bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 5 het overleg tussen de partijen te organiseren wanneer een procedure wegens een belangenconflict in de zin van artikel 143, § 1, van de Grondwet en van hoofdstuk II van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980 toegepast wordt op initiatief van één dezer partijen, en verband houdt met de aangelegenheden inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen.

Er wordt op loyale wijze plaats overleg gepleegd als bedoeld in leden 1 en 4, met respect voor de principes verwoord in hoofdstuk 2.”.

Art. 3. Artikel 6 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 5. Artikel 9 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 9. § 1. Het overlegorgaan heeft tot doel om op verzoek van een minister aangewezen in het ministerieel comité, adviezen of aanbevelingen uit te brengen inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen, gegrond o.a. op de principes verwoord in hoofdstuk 2.

§ 2. In het kader van de procedures bedoeld in de afdelingen 1 en 2 van hoofdstuk 5 brengt het een aanbeveling of een advies uit voor de aanneming van een decreet of een reglementair besluit inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen dat is ingediend.

§ 3. In het kader van de procedure bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk 5 brengt het eerst een aanbeveling of een advies uit over het voorwerp van de belangenconflictenprocedure dat is ingediend.”.

Art. 6. In artikel 10 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het woord “regelmatig” vervangen door de woorden “op verzoek van het ministerieel comité”.

Art. 7. Artikel 12 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 12. § 1. De Regering of het College van de betrokken partij richt elk voorontwerp van decreet of elk ontwerp van reglementair besluit inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen aan het ministerieel comité.

De voorzitter van de wetgevende vergadering van de betrokken partij kan elk voorstel van decreet inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen aan het ministerieel comité richten.

§ 2. De Regering of het College van de betrokken partij richt ieder ontwerp dat in de niet-commerciële sector onder het sociaal overleg valt inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen waarbij de in het overlegorgaan vertegenwoordigde partners betrokken zijn volgens de informatieprocedure omschreven in artikel 5, lid 2, aan het ministerieel comité.

§ 3. In afwijking van de §§ 1 en 2 moeten teksten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een goedkeuring in het kader van een ingesteld overlegorgaan niet aan het ministerieel comité worden gericht.”.

Art. 8. Artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 13. Wanneer het overlegorgaan niet bevestigd wordt zoals bepaald in lid 2, beschikt het ministerieel comité over een termijn van tien dagen om overleg te plegen over het voorontwerp of het voorstel van decreet of het ontwerp van reglementaire besluit dat aan genoemd orgaan wordt voorgelegd.

Op vraag van een minister aangewezen in het ministerieel comité, kan het overlegorgaan bevestigd worden over het voorontwerp of voorstel van decreet of het ontwerp van reglementaire besluit dat aan genoemd orgaan wordt voorgelegd. Het overlegorgaan beschikt over een termijn van vijftien dagen om een aanbeveling of een advies uit te brengen ten behoeve van het ministerieel comité, die ingaat te rekenen van het verzoek van het ministerieel comité.

Wanneer het overlegorgaan bevestigd wordt als bepaald in lid 2, beschikt het ministerieel comité over een termijn van zeven dagen om overleg te plegen op grond van de aanbeveling of het advies van het overlegorgaan, die ingaat te rekenen van de overmaking van het advies of de aanbeveling van het overlegorgaan of, in voorkomend geval, van het verstrijken van de termijn van vijftien dagen bedoeld in lid 2, wanneer het overlegorgaan de wens niet laat blijken dat het een aanbeveling of een advies wil uitbrengen.

Het ministerieel comité kan via consensus beslissen de termijn bepaald in lid 1 te verlengen.

Wanneer geen advies wordt uitgebracht binnen de termijnen bedoeld in leden 1, 2 en 3, wordt de formaliteit vervuld geacht.”.

Art. 9. Artikel 14 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 14. Als het voorontwerp of het voorstel van decreet of het ontwerp van reglementair besluit, aan overleg onderworpen, dringend geacht wordt door betrokken partij, wordt door laatstgenoemde de spoedeisendheid op bijzondere wijze gemotiveerd en wordt dit overeenkomstig artikel 12 bij het ministerieel comité aanhangig gemaakt overeenkomstig artikel 12.

De spoedeisendheid wordt erkend geacht, behoudens betwisting door de twee andere partijen.

Wanneer de spoedeisendheid betwist wordt, wordt de overlegprocedure bedoeld in artikel 13 toegepast.

Wanneer de spoedeisendheid erkend wordt geacht, wordt de overlegprocedure bedoeld in artikel 15 toegepast.”.

Art. 10. Artikel 15 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 15. Wanneer een aangelegenheid krachtens artikel 14 ingediend wordt en het overlegorgaan niet bevestigd wordt zoals bepaald in lid 2, beschikt het ministerieel comité over een termijn van vijf dagen om te overleggen over het voorontwerp of het voorstel van decreet of het ontwerp van reglementair besluit dat wordt voorgelegd.

Op verzoek van een minister aangewezen in het ministerieel comité, kan het overlegorgaan worden bevestigd over het voorontwerp of het voorstel van decreet of het ontwerp van reglementair besluit dat wordt ingediend. Het overlegorgaan beschikt over een termijn van zeven dagen om een aanbeveling of een advies uit te brengen ten behoeve van het ministerieel comité, dat ingaat te rekenen van het verzoek van het ministerieel comité.

Wanneer het overlegcomité bevestigd wordt als bedoeld in lid 2, beschikt het ministerieel comité over drie dagen om overleg te plegen op grond van de aanbeveling of het advies van het overlegorgaan. Als het overlegorgaan zijn aanbeveling of advies na afloop van de termijn overmaakt, houdt het ministerieel comité er geen rekening mee.

De termijn bedoeld in lid 3 gaat in te rekenen van het overmaken van het advies of van de aanbeveling van het overlegorgaan of, in voorkomend geval, van het verstrijken van de termijn van zeven dagen bedoeld in lid 2, wanneer het overlegorgaan de wens niet laat blijken om een aanbeveling of een advies uit te brengen.

Het ministerieel comité kan via een consensus beslissen om de termijn bedoeld in lid 1 te verlengen.

Wanneer geen advies wordt uitgebracht binnen de termijnen bedoeld in leden 1, 2 en 3, wordt de formaliteit vervuld geacht.”.

Art. 11. In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het opschrift van afdeling 2/1, zoals ingevoegd bij artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 25 februari 2001, vervangen door hetgeen volgt: “Informatieprocedure”.

Art. 12. Artikel 15/1 van hetzelfde samenwerkingsakkoord, zoals ingevoegd bij artikel 1 van het samenwerkingsakkoord van 25 februari 2001, wordt vervangen door hetgeen volgt:

“Art. 15/1. Als het voorontwerp van decreet of het ontwerp van reglementair decreet, aan overleg onderworpen, specifiek een behoorlijk gemotiveerde toestand van spoedeisendheid beoogt, dan wel het beheer van een crisis met een hoog risico voor de menselijke gezondheid of een tekst die het voorwerp heeft uitgemaakt van een goedkeuring in het kader van een ingesteld overlegorgaan, wordt deze enkel ter informatie aan het overlegorgaan of aan het ministerieel comité overgemaakt.”.

Art. 13. Artikel 16 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

“Art. 16. Wanneer een procedure voor een belangenconflict in de zin van artikel 143, § 1, van de Grondwet of van hoofdstuk II van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980 toegepast wordt op initiatief van één van de partijen en betrekking heeft op de aangelegenheden inzake gezondheidszorg of bijstand aan personen, maken de voorzitter van de wetgevende vergadering, haar Regering of haar College dit aanhangig bij het ministerieel comité volgens de procedures bepaald in hoofdstuk V.

Het ministerieel comité kan dit aanhangig maken bij het overlegorgaan volgens de procedures bepaald in hoofdstuk V.”.

Art. 14. In artikel 17 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt lid 3 opgeheven.

Art. 15. In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt het opschrift van hoofdstuk VII vervangen als volgt: “Secretariaat”.

Art. 16. Artikel 18 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

“Art. 18. Het ministerieel comité en het overlegorgaan worden bijgestaan door een secretariaat, ingesteld door de partijen, waarvan de nadere werkingsregels omschreven zijn in het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 7.

Het secretariaat bestaat uit personeelsleden aangewezen door de administratieve diensten van de partijen.”. ».

Art. 17. Artikel 19 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen als volgt:

”Art. 19. Het secretariaat heeft als opdracht:

1° het secretariaat van het ministerieel comité en van het overlegorgaan bij te staan;

2° de vergaderingen van het overlegorgaan en van het ministerieel comité voor te bereiden.”.

Brussel, 21 april 2022 opgemaakt in evenveel exemplaren als er akkoordsluitende partijen zijn, in de Franse taal.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Voorzitster van het College,

B. TRACHTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/21033]

2 JUIN 2022. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération du 21 avril 2022 modifiant l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 21 avril 2022 modifiant l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 2 juin 2022.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2021-2022*

Documents du Parlement wallon, 912 (2021-2022) N° 1 à 3

Compte rendu intégral, séance plénière du 1^{er} juin 2022

Discussion

Vote.